

**Arrêté préfectoral n°07-2024-11-04-00002
portant mise en demeure à l'encontre de la société JINWANG EUROPE,
représentée par (SELARL) Etude BALINCOURT en qualité de liquidateur judiciaire,
pour le site qu'elle exploite sur la commune de La Voulte-sur-Rhône (07)**

**La Préfète de l'Ardèche
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment le livre I, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et sanctions) et les articles L.171-1, L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1 et le livre V, titre I (installations classées pour la protection de l'environnement) et ses articles L.511-1, L.512-20, L.514-6 et L.514-8 ;

VU le décret NOR IOMA2319666D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2024-09-02-00003 du 2 septembre 2024 portant délégation de signature à M. John BENMUSSA, secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2024-06-14-00003 du 14 juin 2024 portant prescription d'évaluations et de mise en œuvre des remèdes en application de l'article L.512-20 du code de l'environnement ;

VU le jugement du 16 avril 2024 du tribunal de commerce d'Aubenas plaçant la société JINWANG EUROPE (SIREN 810 743 732 00010) en liquidation judiciaire et désignant comme liquidateur (selarl) Étude BALINCOURT représentée par Me Frédéric TORELLI et Me Cyrielle DELEUZE 3, boulevard Pasteur - 07200 Aubenas ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17/09/2024, transmis à l'Étude BALINCOURT par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 18 septembre 2024, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant l'Étude BALINCOURT ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société JINWANG EUROPE sur le territoire de la commune de La Voulte-sur-Rhône est un établissement qui comportait des installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite effectuée le 7 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté des dégradations importantes sur plusieurs bâtiments (ancienne chaufferie et bâtiment de production) avec risque de chute d'éléments de toiture et risque pour la stabilité des bâtiments ;

CONSIDÉRANT que l'état des bâtiments présente un risque d'agression mécanique sur les installations, pouvant être initiateur d'un accident majeur et dès lors menace de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'évaluer l'état des bâtiments ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas fait réaliser d'évaluation de l'état des bâtiments et des structures porteuses présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT que cela constitue un manquement aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société JINWANG EUROPE de respecter les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2024 susvisé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la Préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 810 743 732 00010), dont le siège social est situé 218 avenue Marie Curie – 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, représentée par (SELARL) Etude BALINCOURT – 3, boulevard Pasteur – 07200 Aubenas en qualité de liquidateur judiciaire, est mise en demeure de respecter **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2024, en faisant réaliser, par une entreprise tierce compétente, une évaluation de l'état des bâtiments et des structures porteuses présentes sur le site.

Cette évaluation dresse un constat de l'état des bâtiments et des structures porteuses et propose des mesures et des actions correctives pour sécuriser les installations et mettre fin au danger. Cette évaluation est accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre. Elle est transmise à l'inspection des installations classées.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et Voies de Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de Lyon, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr.

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de La Voulte-sur-Rhône et tenue à la disposition du public.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution - Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et monsieur le maire de la commune de La Voulte-sur-Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

04 NOV. 2024

Fait à Privas, le

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



John BENMUSSA

